

Islam de France : il faut dépassionner le débat

EDITO - Hervé Gattegno, le directeur de la rédaction du *JDD*, revient sur l'enquête sur les musulmans de France publiée ce dimanche.



La grande mosquée de Paris. (Sipa Press)

Fallait-il réaliser [une enquête sur les musulmans](#) qui vivent en France? Fallait-il chercher à les dénombrer, à les décrire, à percer leurs caractéristiques et leurs aspirations, au risque de réduire en statistiques une partie de la population française en fonction de ses convictions affichées ou de ses origines supposées? A ces questions, le *JDD* répond oui.

D'abord parce que l'étude est particulièrement sérieuse. Réalisée sous l'égide de l'Institut Montaigne, qui n'a rien d'un groupe d'agitateurs, elle a consisté à interroger plusieurs milliers de personnes dont un millier de musulmans (lire méthodologie ci-dessous) loin des fracas de l'actualité, puis à traiter leurs réponses avec rigueur pour brosser un portrait inédit et contrasté des musulmans de France. Ensuite, parce que rien n'alimente plus les fantasmes et les caricatures que l'incertitude et la méconnaissance, a fortiori quand le contexte de la menace terroriste attise les peurs et nourrit les discours extrémistes.

De ce point de vue, les résultats de l'enquête que nous présentons ici seront utiles au débat public, focalisé depuis des mois - parfois au-delà du raisonnable - sur les questions relatives à l'islam sans que l'on puisse se fonder sur des données fiables pour savoir de quoi l'on parle. Si la prochaine élection présidentielle doit se jouer en partie sur ce sujet, il est indispensable d'en préciser les termes, d'en définir les contours. Certains des chiffres que nous révélons sont de nature à rassurer, quand ils montrent l'adhésion dominante des musulmans aux valeurs républicaines. D'autres sont de nature à inquiéter, lorsqu'ils signalent la rupture croissante des plus jeunes d'entre eux avec les traditions et le mode de vie français. Toutes ces données doivent être prises avec prudence. Elles ont néanmoins une vertu, chère au *JDD* : celle d'informer. Les musulmans de France sont aujourd'hui objet de débat, soit. Ce débat peut être passionnant, à condition d'être dépassionné.

ENQUÊTE réalisée par téléphone, entre le 13 avril et le 23 mai 2016, auprès de 1.029 personnes de religion ou d'ascendance musulmane extraites d'un échantillon national représentatif (méthode des quotas) de 15.459 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant en métropole. Les personnes de religion ou d'ascendance musulmane se répartissent ainsi : 874 de religion musulmane et 155 non musulmanes ayant au moins un parent d'ascendance musulmane. Les quotas ont été définis à partir des données du recensement (Insee 2012).

Hervé Gattegno - Le Journal du Dimanche
dimanche 18 septembre 2016

Que retenir de l'enquête sur les musulmans de France

Religion, famille, politique... Réalisé par Hakim El Karoui après une enquête de Ifop pour l'Institut Montaigne, un rapport publié en exclusivité par les *JDD* renseigne sur la sociologie et le mode de vie des musulmans de France, en 2016.



La Grande mosquée de Lyon au lendemain des attentats de novembre 2015. (Reuters)

Des chiffres pour [dépassionner le débat](#). C'est l'objectif du rapport du consultant Hakim El Karoui, de l'Institut Montaigne, après une enquête de neuf mois réalisée par l'Ifop, [que publie le JDD dimanche](#) et qui s'attache à esquisser une sociologie des musulmans de France, dans un contexte où les amalgames sont nombreux.

A commencer par leur nombre, souvent exagéré par les théoriciens catastrophistes du "grand remplacement" qui estiment que 8 à 10% des Français seraient de confession musulmane. Selon les estimations de l'Institut Montaigne, ils seraient **entre 3 et 4 millions, avec un âge moyen de 35,8 ans**. Plus de cinq musulmans de France sur six (84%) ont moins de 50 ans. A noter que la moitié d'entre eux sont nés Français, et qu'ils sont 74% à être de nationalité française.

Rejet de la polygamie à 75%

Deux musulmans de France sur trois (66%) accordent une grande importance à la religion. C'est le même nombre qui pensent que la laïcité permet de pratiquer librement sa religion. **La foi, d'ordre privé? Pour 84%, la réponse est oui.**

Plus de la moitié des personnes de confession musulmane vivent en couple (55%), parmi lesquels les trois quarts (77%) le sont avec un conjoint musulman. Concernant la famille, ils sont **75% à considérer qu'il est normal que la polygamie soit interdite en France**. Six musulmans sur dix (59%) pensent qu'une femme doit pouvoir choisir librement d'avorter.

Davantage de discrimination depuis les attentats

Une majorité occupe un emploi en CDI (55%), un sur dix (10%) est fonctionnaire. En revanche, ils sont dans l'ensemble moins diplômés que les chrétiens, juifs, personnes d'autres confessions ou athées en France : **41% ont un diplôme inférieur au baccalauréat** et 15% n'ont aucun diplôme.

Conséquence des raccourcis de certains, **38% se sentent plus discriminés qu'avant les attentats de 2015**. Ils sont 58% à estimer que le niveau de discrimination est équivalent. Quatre musulmans sur cinq (82%) considèrent qu'il y a trop d'impôts en France, où ils trouvent également à 74% que les inégalités sociales sont trop nombreuses.

Enfin, au niveau politique, **45% ne se situent ni à droite ni à gauche de l'échiquier politique**, quand 30% se disent de gauche et 18% de droite. Près de la moitié (47%) pensent possible qu'un Français de confession musulmane puisse devenir président de la République dans les dix prochaines années.

ENQUÊTE réalisée par téléphone, entre le 13 avril et le 23 mai 2016, auprès de 1.029 personnes de religion ou d'ascendance musulmane extraites d'un échantillon national représentatif (méthode des quotas) de 15.459 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant en métropole. Les personnes de religion ou d'ascendance musulmane se répartissent ainsi : 874 de religion musulmane et 155 non musulmanes ayant au moins un parent d'ascendance musulmane. Les quotas ont été définis à partir des données du recensement (Insee 2012).

Rédaction - leJDD.fr

Religion, famille, société : qui sont vraiment les musulmans de France

EXCLUSIF - Un rapport réalisé par Hakim El Karoui à partir d'une enquête commandée à l'Ifop par l'Institut Montaigne met en évidence la bonne intégration de la population musulmane, mais aussi l'inquiétante rupture des plus jeunes avec les valeurs républicaines.



A la grande mosquée de Paris (Reuters).

Comment les musulmans vivent-ils en France? Quels sont leurs rapports à l'islam, à la société, à la politique et aux lois de la République? Un rapport réalisé par Hakim El Karoui à partir d'une enquête commandée à l'Ifop par l'Institut Montaigne - cercle de réflexion privé d'obédience libérale - et publié en exclusivité par le *JDD* -, apporte à ces questions des réponses d'une précision inédite. Pendant neuf mois, l'Institut Montaigne (qui milite depuis longtemps en faveur des [statistiques ethniques](#) et du CV anonyme) a fait interroger la population musulmane sur des dizaines de points, sous le contrôle scientifique d'Antoine Jardin, docteur en science politique et ingénieur de recherche au CNRS. C'est ainsi un autoportrait rigoureux et original des musulmans qui se dégage, avec ses surprises, ses confirmations et ses contradictions.

Moins nombreux qu'on ne le dit, mais des jeunes

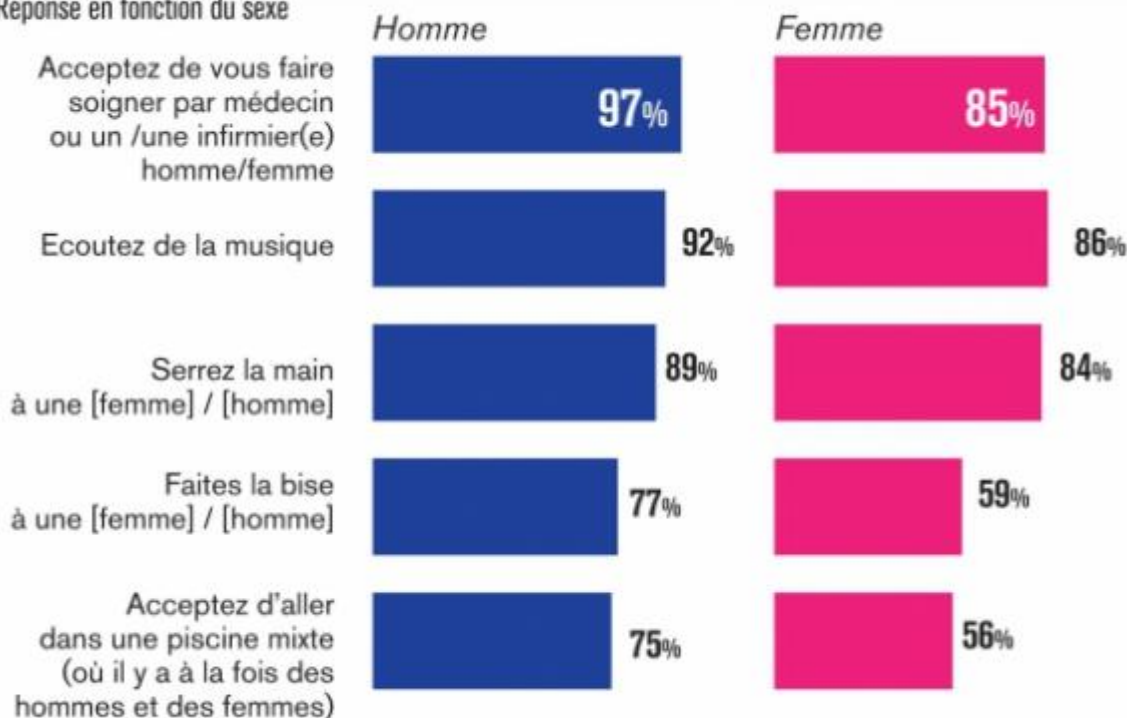
Ils seraient entre 3 et 4 millions. L'Institut Montaigne ose un chiffre sur la présence – souvent fantasmée – de musulmans dans notre pays. On est loin des 8% à 10% de la population brandis par [les théoriciens catastrophistes du "grand remplacement"](#). Selon l'Ifop, ils représenteraient 5,6% des plus de 15 ans vivant en France, et 10% des moins de 25 ans. Il s'agit donc d'un groupe social particulièrement jeune : 84% ont moins de 50 ans. L'âge moyen s'établit à 35,8 ans (il est de 53 ans chez ceux qui se déclarent chrétiens et de 43 ans pour les "sans religion"). Contrairement à une idée reçue, les conversions à l'islam de jeunes dont les parents ne sont pas musulmans apparaissent deux fois moins nombreuses que les "sorties" de l'islam – c'est-à-dire la désaffiliation de jeunes issus de familles musulmanes. Si l'adhésion au mode de vie français semble majoritaire, les femmes se montrent plus conservatrices que les hommes en

matière de mœurs : seules 85% d'entre elles acceptent d'être soignées par un médecin de sexe opposé alors que 97% des hommes y consentent ; 59% des femmes feraient la bise à un homme, quand l'inverse est vrai à 77% ; et à peine 56% des musulmanes approuvent la mixité dans les piscines, que les hommes acceptent à 75%.

La pratique de certains comportements relatifs à la mixité

Vous-même, est-ce que vous... ?

Réponse en fonction du sexe



Base : aux personnes de religion musulmane (874 personnes)

Une majorité de laïcs, un tiers de "rigoristes"

La population musulmane est marquée par la ferveur de sa jeunesse. Les rites (prière, pèlerinage...) et les interdits (alcool, porc...) sont plus respectés à présent qu'il ne ressortait des études comparables réalisées par le passé*. Pour mesurer la religiosité des musulmans, l'Ifop a classé les personnes interrogées selon leurs pratiques et leur attachement au port du voile, à la consommation de viande halal et à la laïcité. Ce tri statistique a mis en relief trois profils principaux.

D'abord les "sécularisés" (46%), totalement laïcs même lorsque la religion occupe une place importante dans leur vie. Ensuite, les "islamic pride" (fiers de leur religion, 25%), qui se définissent avant tout comme musulmans et revendiquent l'expression de leur foi dans l'espace public, mais rejettent le niqab et la polygamie. Ils respectent la laïcité et les lois de la République. Enfin les "ultras" (28%), qui ont un profil autoritaire. Certains vivent en rupture avec les valeurs républicaines, plébiscitent le port du niqab ou de la [burka](#) et la polygamie. Ils semblent surreprésentés parmi les jeunes (50% des moins de 25 ans, 20% à peine chez les plus de 40 ans), les inactifs et les précaires... Signe d'autant plus inquiétant que les auteurs de l'étude postulent qu'il s'agit d'un effet de génération, qui ne s'atténuerait donc pas avec la maturité.

Moins diplômés et plus précaires que la moyenne

La jeunesse de ce groupe social explique en partie la proportion importante d'inactifs (36%), hors chômeurs et retraités. Les musulmans sont fortement touchés par la précarité : 15% sont sans diplôme et 4% seulement sont cadres. En revanche, Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne, souligne qu'un "rattrapage social" est en cours. Le nombre de diplômés est supérieur à celui attendu au regard de la catégorie sociale et professionnelle de leurs parents. Plus de 10 % atteignent le niveau bac + 5. Une classe moyenne et supérieure semble largement constituée. Une majorité (55%) ont un CDI et 10% sont fonctionnaires.

Le halal et le voile, marqueurs d'identité

L'adhésion au port de différents types de voiles

Personnellement êtes vous favorable à ce qu'une femme porte ... ?

Réponse en fonction du sexe

« Le voile-hijab »



« Le voile intégral (niqab ou burka) »



Base : à l'ensemble des personnes de religion ou d'origine musulmane (1 029 personnes)

La consommation de viande halal apparaît centrale dans la vie des musulmans de France : 80% des pratiquants et 67% des non-religieux considèrent que les enfants devraient pouvoir manger halal dans les cantines scolaires – avis partagé quels que soient le niveau d'études, la situation professionnelle et l'âge.

Les musulmans sont plus divisés sur la question du voile, qui reste cependant un point de convergence identitaire : 60% des sondés estiment que les jeunes filles devraient pouvoir porter le voile à l'école et au collège contre 37% des non-musulmans... Une conclusion s'impose : douze ans après la loi, l'interdiction des signes religieux dans les collèges et les lycées ne convainc pas les musulmans. En dehors de l'école, 65% sont favorables au port du voile et même 24% à celui du niqab! Autre surprise : les femmes semblent plus favorables au voile que les hommes : elles ne sont que 18% à le rejeter, contre 26% des hommes.

Un tiers des femmes disent qu'elles portent ou porteraient le voile si elles le pouvaient. Selon l'Ifop, en quinze ans, cette proportion aurait augmenté de 11 points... Toutefois, la pratique ne reflète pas ces positions doctrinales : le port du voile reste minoritaire ; 57% des femmes assurent n'en avoir jamais porté, 7% l'auraient coiffé puis abandonné.

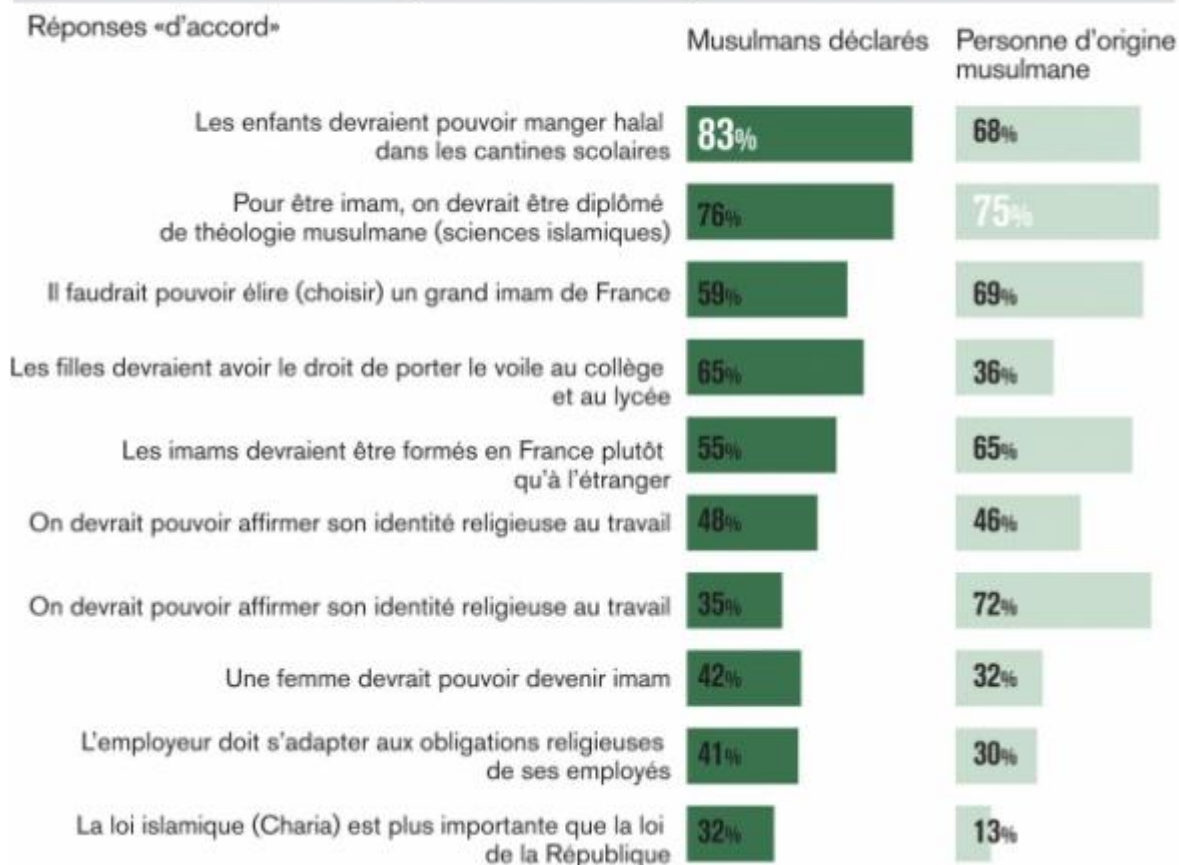
Ils fréquentent peu les lieux de culte et ignorent le CFCM

Un tiers des musulmans ne se rendent jamais à la mosquée, un tiers pour les fêtes religieuses, 29% s'y rendent chaque semaine dont le vendredi et 5% quotidiennement. Ces chiffres méritent d'être médités, au moment où le gouvernement tente une nouvelle fois d'organiser l'islam de France autour des lieux de culte. La plupart des musulmans (68%) ne connaissent pas le Conseil français du culte musulman (CFCM) ; seuls 16% se sentent représentés par Dalil Boubakeur, recteur de la Grande Mosquée de Paris et ancien président du CFCM, ou par le très médiatique imam de Bordeaux,

Tareq Oubrou. Théologien controversé, [Tariq Ramadan](#) recueille lui plus de suffrages (37%). Il semble davantage perçu comme une figure de l'"islamic pride" que comme une référence religieuse. À peine 12 % des sondés se sentent représentés par l'UOIF (Union des organisations islamiques de France), dont Tariq Ramadan est pourtant proche... Lorsqu'ils cherchent une information sur l'islam, 80 % des musulmans questionnent leur famille, 70 % ont recours à Internet et 47% sollicitent un imam. Le CFCM, lui, vient de fermer son site Web...

L'ADHÉSION À DIFFÉRENTES AFFIRMATIONS SUR L'ORGANISATION OU LA PLACE DE L'ISLAM EN FRANCE

Je vais vous lire une liste d'affirmations, pour chacune d'entre elles pouvez-vous dire si vous êtes d'accord ?



Base : à l'ensemble des personnes de religion ou d'origine musulmane (1.029 personnes)

Peu engagés, ils ne croient pas au vote communautaire

Mis à part leurs comportements religieux, les musulmans ont les mêmes rêves que la population française dans son ensemble. Leur principale préoccupation est l'emploi. Ils aspirent à être fonctionnaires, propriétaires, et espèrent des études longues pour leurs enfants – les filles comme les garçons. Ils trouvent qu'ils paient trop d'impôts et que les chômeurs "pourraient trouver du boulot s'ils le voulaient vraiment".

Cependant, ils sont moins engagés dans la vie civique que leurs concitoyens : un quart de la population française se déclarant musulmane ou d'ascendance musulmane en âge de voter n'est pas inscrite sur les listes électorales et un tiers de ceux qui sont inscrits n'ont pas voté en 2012 pour un des deux candidats du second tour. Traditionnellement plutôt de gauche, ils ont pour la plupart choisi François Hollande. Aujourd'hui, 45% se situent "ni à droite ni à gauche".

Pour la présidentielle de 2017, un musulman sur deux seulement se dit certain d'aller voter (contre 62% de l'ensemble des Français) et l'enquête de l'Ifop contredit nettement l'hypothèse d'un vote communautaire ; à la question : "S'il y a un candidat musulman, votez-vous systématiquement pour lui?", 78% des musulmans répondent non. La modération de leur engagement explique sans doute le peu d'intérêt que ces électeurs potentiels inspirent aux politiques, qui parlent pourtant beaucoup d'eux. Les musulmans se sentent d'ailleurs de plus en plus discriminés (38%, alors qu'ils étaient 32% après le 11 septembre 2001). Mais un chiffre témoigne de leur confiance dans la République : 47% pensent qu'à l'avenir la France pourrait faire entrer un musulman à l'Élysée.

* L'Ifop a pris comme référence l'ESS de 2014 (European Social Survey), Ifop pour *Le Monde* en 2009, CSA pour *La Vie* en 2006.

Ce qu'ils pensent de...

... la religion

66 % pensent que la laïcité permet de pratiquer librement

84 % considèrent que la foi est d'ordre privé

... la famille

75 % pensent qu'il est normal que la polygamie soit interdite en France

59 % pensent qu'une femme doit pouvoir choisir librement d'avorter

... la société

82 % estiment qu'il y a trop d'impôts

74 % considèrent qu'il y a trop d'inégalités sociales

38 % se sentent plus discriminés qu'avant les attentats de 2015, 58 % pas plus*

... la politique

45 % ne se situent ni à droite ni à gauche, 30 % à gauche, 18 % à droite

47 % pensent possible qu'un Français de culture musulmane puisse devenir président dans les dix ans à venir.

Base : ensemble des personnes de religion ou ascendance musulmane (1.029 personnes)

* Base : personnes se déclarant de religion musulmane (874 personnes)

ENQUÊTE réalisée par téléphone, entre le 13 avril et le 23 mai 2016, auprès de 1.029 personnes de religion ou d'ascendance musulmane extraites d'un échantillon national représentatif (méthode des quotas) de 15.459 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant en métropole. Les personnes de religion ou d'ascendance musulmane se répartissent ainsi : 874 de religion musulmane et 155 non musulmanes ayant au moins un parent d'ascendance musulmane. Les quotas ont été définis à partir des données du recensement (Insee 2012).

Hakim El Karoui : "L'islam est le support de la révolte de certains musulmans"

INTERVIEW - Hakim El Karoui, consultant, membre associé de l'institut Montaigne, est à l'origine de la grande enquête sur les musulmans publiées par le JDD. Il livre son analyse des résultats.



Hakim El Karoui est membre associé de l'Institut Montaigne (Sipa press)

Vingt-huit pour cent des musulmans de France seraient en rupture avec la société française... ?

Je retiens d'abord que la majorité des musulmans qui vivent en France s'inscrivent dans les valeurs de la République et que deux tiers d'entre eux pensent que la laïcité permet de vivre librement sa religion. Par ailleurs, il faut être prudent sur les chiffres, même s'ils indiquent clairement des ordres de grandeur. Ces 28% adhèrent à l'islam dans sa version la plus rétrograde, qui est devenue pour eux une forme d'identité. L'islam est le support de leur révolte. Et cette révolte s'incarne dans un islam de rupture, sur fond de théorie du complot et d'antisémitisme.

Pourquoi prendre la responsabilité de diffuser ces chiffres?

Avec l'institut Montaigne, nous avons beaucoup réfléchi. Certains voudront instrumentaliser ce travail. Mais "savoir, c'est pouvoir" rappelait Renan et il faut améliorer la situation. Que nous dit l'enquête? Que ces "musulmans de rupture" ne font pas sécession "pour" la religion qu'ils connaissent très mal, mais "par" la religion. Ces "autoritaires" ou "rigoristes" sont particulièrement nombreux chez les jeunes, parmi les inactifs et les non-diplômés. Ils souffrent aussi d'un "déli de francité" : quand on a quatre ou cinq fois moins de chance de décrocher un emploi avec un prénom musulman que catholique, allez parler de la République et de l'égalité...

«Les musulmans subissent le choc de l'acculturation avec une école ghettoïsée

qui peine à transmettre les valeurs républicaines»

Les justifications victimaire n'ont plus la cote. Le repli religieux est mondial...

Les musulmans de France vivent au cœur de multiples crises. La Syrie, bien sûr, qui ébranle les esprits. Mais aussi les transformations des sociétés arabes où les femmes prennent une place nouvelle : les étudiantes sont plus nombreuses que les étudiants, les filles mieux éduquées que leur père. La religion dans sa version autoritaire est aussi une arme de la réaction contre cette évolution. En France, les musulmans subissent le choc de l'acculturation avec une école ghettoïsée qui peine à transmettre les valeurs républicaines. Et puis, il y a enfin la crise sociale : les musulmans, pour les deux tiers enfants d'ouvriers et d'employés, sont les premières victimes de la désindustrialisation. Mais, il y a aussi de l'espoir : la preuve, la classe moyenne qui s'en sort (32 % ont un diplôme supérieur à bac + 2) et l'élite qui pointe son nez.

Soixante pour cent des musulmans estiment que les collégiennes et les lycéennes devraient pouvoir porter le foulard. Un échec pour la loi?

Non, car la loi est respectée. Mais, on est au cœur de l'"islamic pride" qui s'inscrit dans un phénomène là aussi très français : l'individualisation des rapports sociaux, que décrit Marcel Gauchet. On existe par ce qui nous différencie des autres. Et le voile – encore une victoire idéologique des islamistes – est perçu par beaucoup de musulmans comme un signe d'appartenance, tout comme le halal : 40% sont convaincus que cette obligation alimentaire est un des cinq piliers de l'islam. Ce qui est évidemment faux.

"Il faut former des imams qui doivent être à la fois de bons théologiens et de bons community managers!"

Que nous dit le sondage des 46% de musulmans "sécularisés"?

Ils ont les préoccupations de tous les Français! L'emploi, le logement, le diplôme, loin devant les discriminations. D'ailleurs, les musulmans, dans leur ensemble, ne sont pas communautaristes. Lorsqu'ils veulent que leurs enfants apprennent l'arabe classique, c'est à l'école de la République. Et 85% d'entre eux ne voteraient pas pour un candidat seulement parce qu'il serait musulman.

Formation des imams, organisation du culte... En quoi vos prescriptions sont-elles nouvelles?

Nos propositions s'articulent autour de trois idées simples. Il faut de la connaissance, de l'argent, des hommes – et des femmes! – neufs. Il faut mener une bataille idéologique en facilitant le travail de théologiens et d'islamologues éclairés, susceptibles ensuite de parler aux jeunes. La Fondation, la relance de l'enseignement de l'arabe sont des armes pour la

connaissance. Il faut être aussi sur Internet. Le sondage montre que 77% des "autoritaires" s'informent grâce aux réseaux sociaux et aux prédicateurs du Web. La mosquée est un lieu minoritaire de transmission de la religion. Quand on sait que le site du CFCM [Conseil français du culte musulman] est hors service... Il faut former des imams qui doivent être à la fois de bons théologiens et de bons community managers!

La loi de 1905 ne permet pas à l'État de s'engager...

L'argent de la Fondation pour l'islam que promet le gouvernement – 5 millions d'euros – peut alimenter la bataille culturelle. Pour la partie culturelle, les musulmans doivent s'organiser en travaillant enfin ensemble, loin des querelles des pays d'origine. L'argent du halal que se partagent aujourd'hui quelques entreprises privées et trois mosquées doit revenir autant que possible à l'association culturelle nationale en cours de création. Cette dernière doit être au service de tous et gérée par des laïcs sans conflits d'intérêts.

«La majorité silencieuse des musulmans doit se mobiliser contre le fondamentalisme religieux»

Comment rivaliser avec l'argent de l'étranger?

Il faut mettre en commun l'argent venu de pays amis via l'association culturelle. C'est la meilleure façon d'avoir de la transparence. L'influence wahhabite dont on parle tant arrive en amont – par les médias – et en aval, probablement par l'action sociale. C'est là qu'il faut la combattre.

Vous êtes à l'initiative de cette enquête et de [l'appel de 41 personnalités musulmanes](#). Vous appartenez aux cercles du pouvoir. Quelle est votre légitimité?

Le travail avec l'institut Montaigne et l'appel des 41 sont deux initiatives parallèles. J'ai créé il y a douze ans le Club XXIe siècle qui réunit des Français d'origine étrangère qui ont réussi pour montrer que la République fonctionne. La religion en était absente car c'est une affaire privée. Sauf qu'aujourd'hui, on est musulman dans le regard de l'autre. La société a peur. Le radicalisme antimusulman prospère. Je crois que la majorité silencieuse des musulmans doit se mobiliser contre le fondamentalisme religieux et favoriser l'émergence d'un islam spirituel, émancipé de l'islam politique. J'essaie d'y contribuer par ces initiatives. Quant aux politiques, ils ne peuvent se contenter du tout sécuritaire. Ces jeunes sont français. Leur révolte, c'est aussi le signe des crises de notre société.

Propos recueillis par Marie-Christine Tabet - Le Journal du Dimanche

Les dix propositions-chocs de l'Institut Montaigne pour réformer l'islam de France

Dans son enquête sur les musulmans de France, publiée par le *JDD*, l'Institut Montaigne identifie dix propositions pour réfléchir à la place de l'islam en France.



La Grande mosquée de Strasbourg, en novembre 2015. (Reuters)

"Un islam français est possible" affirme le rapport de l'Institut Montaigne réalisé par le consultant Hakim El Karoui, après une enquête de l'Ifop que [le JDD publie dimanche](#). Pour cela, le think-tank libéral a listé dix propositions, de l'extension du concordat à la redéfinition de la politique étrangère de la France, en passant par la création d'un secrétariat d'Etat à la laïcité et aux cultes. La plus audacieuse, hors catégorie, envisage un aggrégation de la loi de 1905 avec la nationalisation de tous les édifices religieux construits postérieurement, pour un coût de 17 milliards d'euros.

1. **Étendre le concordat à l'islam** en Alsace-Moselle afin de permettre le financement de la formation des imams par l'État. Coût supplémentaire : 5, 5 millions d'euros.
2. Perception, par la Fondation des œuvres de l'islam, d'une **contribution sur la consommation halal**. Gain espéré : 50 millions d'euros.
3. Création d'une **École nationale d'aumônerie** pour former et recruter des aumôniers fonctionnaires.
4. Création du TIF, **le test d'islam français** pour les imams et les aumôniers.
5. Implication des collectivités pour favoriser l'émergence d'un **islam local**.
6. **Enseignement de l'arabe classique à l'école publique** pour réduire l'attractivité des cours d'arabe dans les mosquées.
7. Suivre la situation par des **statistiques religieuses**.
8. Rédiger un **livre d'histoire équitable** commun aux pays des deux rives de la Méditerranée.
9. Créer un **secrétariat d'État à la laïcité et aux cultes** actuellement rattachés au ministère de l'Intérieur.
10. Revoir la politique étrangère de la France pour **endiguer l'influence des régimes wahhabites**(Qatar, Arabie saoudite...).